



ÉCONOMIQUES

Par
BRUNO AMABLE
Professeur à l'université de Genève

Où est la «nouvelle croissance» façon Macron ?

Il avait promis, en 2017, de faire de la recherche une de ses priorités. Aujourd'hui, le décrochage français est de plus en plus évident. Comme pour Sanofi, incapable de développer rapidement un vaccin anti-Covid et réduit à jouer le sous-traitant de Pfizer.

Certains nouvelles résumant parfaitement les tares de toute une structure. Sanofi a enregistré, en 2020, un bénéfice record de 12 milliards d'euros, notamment grâce à la vente de sa participation dans une biotech américaine qui développe des anticorps de synthèse utilisés contre le Covid-19 ; elle va verser 4 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires tout en supprimant un millier d'emplois en France dont 400 dans la recherche et développement (RD) ; elle n'arrive pas à développer rapidement un vaccin anti-Covid-19 et est réduite à jouer le sous-traitant de Pfizer. Sanofi paye en partie des erreurs de stratégie et un sous-investissement en RD en longue période, mais le cas est

Rappelons que la doctrine du pouvoir repose sur une conception simpliste de la recherche et de l'innovation, résumée par le slogan creux de la «start-up nation».

emblématique de ce qui est arrivé au modèle socio-économique et à la recherche en France.

Le constat d'un décrochage français, à la fois général et dans le secteur de la santé, est de plus en plus évident. La recherche pharmaceutique est fortement liée à la production scientifique, la bonne santé de l'industrie dépend donc du dynamisme scientifique. Les crédits publics pour la recherche dans la santé ont diminué de 28 % entre 2011 et 2018, la R&D des entreprises du secteur de la pharmacie a baissé de 10 % entre 2009 et 2017. Les mêmes chiffres pour l'Allemagne sont respectivement + 11 % et + 7 %. La dépense intérieure totale de R&D en France plafonne depuis vingt ans légèrement au-dessus de 2 % du PIB, alors que le chiffre est de 2,8 % pour les États-Unis, 3,1 % pour l'Allemagne, 3,3 % pour la Suède et même 4,5 % pour la Corée.

L'organisation du financement de la recherche française laisse aussi à désirer. Les chercheurs perdent un temps considérable à monter des dossiers de financement auprès de l'Agence nationale de la recherche (ANR), dossiers qui ont une probabilité de 85 % d'être rejetés. Ajoutons les faibles salaires et la précarisation croissante des personnels, on obtient un tableau peu réjouissant.

Rappelons que la doctrine du pouvoir repose sur une conception simpliste de la recherche et de l'innovation, résumée par le slogan creux de la «start-up nation». Les travaux en économie du changement technique des années 1990 et 2000 avaient mis en avant le côté systémique de celui-ci. Les systèmes d'innovation reposent sur des liens de complémentarité entre différents acteurs : firmes privées, recherche publique, universités, système financier, etc.

A cette conception systémique, le pouvoir a préféré la vision plus «mainstream» en économie : l'innovation dépend des anticipations de profit des in-

novateurs et des incitations liées à la concurrence. Les conclusions pour relancer l'innovation et la croissance sont alors qu'il faut favoriser le profit des entrepreneurs par des mesures fiscales, qu'il faut renforcer la concurrence en libéralisant tous les marchés (finance, travail...) et en privatisant à outrance. C'est ce programme qui est poursuivi depuis plusieurs années (cf. le crédit d'impôt recherche) avec le succès que l'on sait.

Il y a de fait un aspect systémique négligé, qui est que les firmes privées sont insérées dans un capitalisme financiarisé dont les exigences ne sont pas nécessairement compatibles avec des objectifs de politique scientifique et technologique. L'horizon temporel des investisseurs institutionnels s'accorde mal avec la temporalité de la recherche ou même celle des stratégies de développement. Miser sur les start-up ne suffit pas, d'une part, parce qu'elles-mêmes ne peuvent pas prendre en charge la part la plus incertaine et la plus risquée des activités de recherche, c'est-à-dire là où l'action des acteurs publics est indispensable, et d'autre part, parce que, pour avoir un effet significatif sur la croissance, le système fondé sur les start-up suppose la présence d'investisseurs, généralement des grandes firmes, qui rachètent celles qui ont le plus de succès. En l'absence de ces investisseurs, les réussites individuelles n'auront que peu d'effet d'entraînement.

L'histoire de la firme française de biotech YposKesi, qui devrait être rachetée par un groupe coréen faute d'avoir trouvé des firmes françaises capables de le faire, illustre un autre problème qui est une composante de la faiblesse du système d'innovation français : la désindustrialisation.

Le Macron de 2017 promettait la «nouvelle croissance» et faisait croire à ses électeurs CSP ++ venus de la gauche que ses priorités seraient l'enseignement, notamment l'enseignement supérieur et la recherche. La réalité de l'économie à la Macron est un rêve de banquier d'affaires, un capitalisme financiarisé, prédateur, court-termiste et désindustrialisant. ◀

Cette chronique est assurée en alternance par Anne-Laure Delatte, Ioana Marinescu, Bruno Amable et Pierre-Yves Geoffard.

L'ŒIL DE WILLEM

